

grossistes désireux de s'assurer d'un approvisionnement sur 12 mois, ont fait savoir aux agriculteurs canadiens qu'à moins de produire des cantaloups pendant les 12 mois de l'année, ils n'en voulaient pas. Les consommateurs de Toronto et de Montréal ont donc dû payer un prix élevé alors que le produit à \$4.25 pourrissait dans les champs du sud-ouest de l'Ontario.

Je pense qu'il est grand temps que les associations de consommateurs se préoccupent de questions de ce genre et conviennent avec le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) que l'agriculture a besoin d'une certaine protection, que ce soit par le biais de droits de douane plus élevés, ainsi que l'a recommandé la Commission du tarif ou, comme je l'ai suggéré à l'occasion, en garantissant à nos producteurs un pourcentage du marché canadien avant d'accorder des licences d'importation. Cela ne signifie pas pour autant que les produits canadiens devraient être vendus à des prix déraisonnables permettant à nos producteurs de réaliser soudainement des profits exorbitants. Mais si les producteurs canadiens de ce petit melon pouvaient se voir garantir cet été un accès à ne serait-ce que 10 p. 100 du marché canadien, ils auraient la possibilité de vendre tous les produits de leurs champs. Non seulement cela les arrangerait, mais les consommateurs en bénéficieraient en ne payant que le tiers du prix qu'ils étaient obligés d'acquitter pour le produit importé et cela permettrait de créer du travail supplémentaire bien rémunéré pour les travailleurs agricoles du sud de l'Ontario. En d'autres termes, toutes les parties concernées en profiteraient.

Contrairement à mes amis d'en face, je ne suis pas certain que l'on restera sourd à mes appels. Je suis persuadé qu'il y aura une réaction. Je voudrais également susciter le même genre de réaction aux appels de l'industrie de la pâte de tomate, qui, si on lui donnait la protection prévue dans les recommandations de la Commission du tarif, pourrait créer jusqu'à 1,000 emplois dans le sud-ouest de l'Ontario.

Une des raisons pour lesquelles les députés d'en face sont si perplexes quand ceux de notre côté condamnent le gouvernement vient du fait qu'ils n'ont jamais l'occasion de nous écouter parler aux ministres du gouvernement à l'extérieur de la Chambre. Il n'est jamais donné aux députés d'en face de voir leurs propositions se réaliser sous la forme d'une mesure législative. Ils adressent toutes sortes de supplications et de remontrances négatives, à l'exception d'un député d'en face qui a formulé quelques recommandations positives ce soir. Les députés de l'opposition parlent de notre pays en ruine et prétendent que la situation est sans espoir même si l'on peut prouver que c'est faux. Tant que le gouvernement est prêt à prendre des mesures réfléchies, comme il l'a fait dans le cas de l'industrie du textile, il est inutile de porter de fausses accusations.

● (2222)

Par exemple, le gouvernement a pris des mesures pour soutenir la production de champignons, de tomates fraîches et de tomates en conserves. Il a pris des mesures réfléchies pour protéger l'industrie de la chaussure, l'industrie de la bicyclette et une foule d'autres industries que je pourrais mentionner. Si le gouvernement continue à prendre des mesures semblables, il ne sert à rien de prétendre qu'il est en train de détruire l'économie du Canada. Je peux aller me coucher ce soir en sachant que les producteurs sont protégés, qu'on créera beaucoup de nouveaux emplois et qu'on résoudra les problèmes. Quand viendra le temps des prochaines élections, nous trouve-

rons un pays plus confiant que les députés d'en face ne voudraient le croire.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Gilles Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, j'aurais certainement aimé prendre la parole pendant une vingtaine de minutes. J'avais cru que c'était entendu au départ que j'aurais une vingtaine de minutes pour terminer le débat. Malheureusement, il m'en reste à peine six. Quoi qu'il en soit, la motion qui a été présentée aujourd'hui visait à attirer l'attention du public en général et des députés de la Chambre sur des aspects définis des problèmes de notre économie.

Comme mon préopinant vient de l'indiquer, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, il n'y a pas de problème, le gouvernement a créé 292,000 emplois, il n'y a pas de problèmes mais dans sa circonscription, l'été dernier, la production des cultivateurs n'a pas été achetée parce que c'était plus économique d'acheter de la Californie, mais encore, malgré cette journée de débat, malgré les discours qui ont été faits, je suis obligé de constater qu'il y a encore des députés ministériels, comme celui qui vient de parler avant moi, qui n'ont pas encore compris que c'est le gouvernement lui-même qui a créé les problèmes. Aujourd'hui on est obligé, on cherche à trouver des solutions à ces problèmes-là.

On parle de l'importation au pays, une importation massive, et mon préopinant a eu ce problème-là dans sa circonscription, mais il ne se rend pas compte encore que c'est lui et son gouvernement qui ont laissé ces importations-là entrer dans tout le pays, sans exercer un contrôle rigide là-dessus. Et c'est pour cela que la motion que nous présentions aujourd'hui s'élevait justement contre cette attitude du gouvernement qui dit: Ce n'est pas de notre faute, mais on cherche des solutions. Le seul député du parti au pouvoir ou de la majorité qui a parlé intelligemment c'est le député de Sherbrooke (M. Pelletier) lorsqu'il reconnaissait que effectivement il y en avait des problèmes dans le domaine du textile.

Il a même reconnu que les députés de son parti ont été obligés, comme les députés de l'opposition, de faire des études et de suggérer au gouvernement des solutions restreignant l'importation. L'honorable député a même dit qu'il suggérerait que 75 p. 100 de toute la production devrait être faite au Canada avant de permettre l'importation. C'est un discours un peu plus intelligent, mais encore là, et je lui faisais la remarque pendant qu'il parlait, malheureusement, le Conseil des ministres de son parti n'a pas encore compris qu'il fallait que les ministres écoutent de temps en temps, et les députés de l'opposition ou certains députés au pouvoir qui daignent se lever et dire au gouvernement: Où sont les problèmes?

Nous avons mentionné dans nos quatre sections de la motion d'aujourd'hui le problème des importations, le gouvernement c'est lui qui les a laissées passer ces importations-là à pleine capacité, puis aujourd'hui le ministre des Finances indiquait que jeudi prochain il ferait un discours indiquant certaines restrictions. Ce qu'il a oublié de dire c'est que c'est lui qui a laissé l'importation se pratiquer à pleine capacité. Dans le deuxième paragraphe, on parle de Canada au travail, qui est un cataplasme sur une jambe de bois. On accorde de l'argent pour essayer de réduire le chômage. On a plus d'un million de chômeurs. Dans ma circonscription, le taux est de 14.5 p. 100. Par contre, selon les statistiques, 58 p. 100 de la main-d'œuvre